

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 17/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUX RECUPERATION

19 rue Louise Michel
ZI les corvées
28500 Vernouillet

Références : 356/RAPVI/CC/IC230327/VAT20230381
Code AIOT : 0010000356

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement ROUX RECUPERATION implanté 19 Rue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 04/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUX RECUPERATION
- 19 Rue Louise Michel ZI Les Corvées 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010000356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Roux récupération est spécialisée dans le tri et le transit de déchets (métaux, VHU, papiers/cartons).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la visite d'inspection du 07/11/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modifications des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 11/04/2023, article R. 181-46-II	VI du 07/11/2022 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
2	Stockages non autorisés	AP Complémentaire du 31/05/2016, article 2	VI du 07/11/2022 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
4	Stockage de papiers et cartons	Arrêté Préfectoral du 26/11/1979, article III	VI du 07/11/2022 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
5	Entreposage des pneumatiques	AP Complémentaire du 09/10/2009, article 4.3	VI du 07/11/2022 Proposition de mise en demeure	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rejets aqueux 2022	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 5	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3 de l'annexe I	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/04/2023, article R. 181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/11/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2023
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation [...].
Constats : Stockage de gravats en dehors du périmètre autorisé de l'installation classée.
Observations : Constat du 07/11/2022 : Stockage de palettes usagées sur la parcelle cadastrée AA 175 située en dehors du périmètre autorisé de l'installation classée. Bien que l'exploitant ait procédé à l'évacuation des palettes usagées, il a cependant été constaté la présence de gravats entreposés le long de la clôture de la parcelle AA 175. Il est donc demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative via un porter à connaissance en application de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement ou de cesser cette activité en procédant à l'évacuation de ces déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Stockages non autorisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Stockages non autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2023
Prescription contrôlée : <p>[...] Les déchets pouvant être admis et traités sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- les véhicules hors d'usage ;- les déchets de métaux et d'alliages ferreux et non-ferreux ;- les papiers et cartons souillés. <p>L'admission de tout autre type de déchets est interdite.</p> <p>Les quantités et/ou volumes annuels admis sont limités à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 480 unités pour les véhicules hors d'usage [...].
Constats : L'exploitant récupère des déchets non autorisés (équipements électriques et électroniques, matières plastiques, gravats, déchets de bois/végétaux en cours de broyage). Il est demandé à l'exploitant d'arrêter cette activité ou de régulariser sa situation à minima par un porter à connaissance.
Observations : Constat du 07/11/2022 : Présence de stockages de déchets non autorisés de bois (palettes usagées), plastique (emballages, sacs usagés, sacs poubelles) et de végétaux (arbustes, branchages...).
<p>L'inspection des installations classées constate que les palettes usagées et les végétaux (arbustes, branchages) présents lors de la dernière inspection ont été évacués.</p> <p>Cependant, il est de nouveau relevé la présence de déchets non autorisés au sein de l'installation tels que des équipements électriques et électroniques, des matières plastiques, des gravats ainsi que des déchets de bois/végétaux en cours de broyage.</p> <p>Il est demandé à la société Roux Récupération d'arrêter cette activité ou de régulariser sa situation à minima par un porter à connaissance.</p> <p>Enfin s'agissant des véhicules hors d'usage, le rapport d'audit établi par l'organisme AB certification le 28/03/2023 montre que l'exploitant respecte la quantité annuelle de véhicules admis au sein de son établissement (soit 338 VHU pris en charge au titre de l'année 2022).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs demandés lors de l'inspection du 07/11/2022.
Observations : Constat du 07/11/2022 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les justificatifs permettant d'identifier l'origine, la destination et le traitement final des déchets de bois et de matières plastiques (registre des déchets entrants/sortants, bordereaux de suivi des déchets...). Lors de l'inspection, l'exploitant mentionne que les déchets industriels banals non valorisables (cartons et plastiques souillés : code déchet 19 12 12) ont été expédiés pour élimination vers l'installation de stockage de déchets non dangereux de la société Suez située à Prudemanche. A l'appui de ses propos, l'exploitant présente les fiches d'information préalable à l'acceptation d'un déchet non dangereux en date du 07/06/2022 et du 03/03/2023. Ces fiches comportent l'ensemble des informations caractérisant le déchet conformément à la prescription susvisée. L'exploitant précise par ailleurs que les déchets de bois ont été récupérés par la société Beauce compost comme en atteste les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> - facture n°BEC-F-23-034 du 31/01/2023 : 13,50 tonnes de souches traitées par compostage - facture n°BEC-F-23-068 du 28/02/2023 : 7,72 tonnes de déchets verts traités par compostage - bons de pesée de déchets verts non broyés du 21/02/2023 (7 720 kg), du 24/03/2023 (10 620 kg), du 31/03/2023 (14 880 kg) et du 04/04/2023 (4 600 kg).

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage de papiers et cartons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/1979, article III
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de papiers et cartons
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure • date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2023
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - [...], - tout stockage de papiers et cartons à l'extérieur du hangar réservé à cet usage est interdit [...], - le stock de papiers et cartons sera divisé en tas [...] et dont la hauteur sera limitée à 3 mètres.
Constats : Les déchets de papiers et cartons sont entreposés à même le sol et à l'extérieur du hangar réservé à cet usage.
Observations : Constat du 07/11/2022 : Présence de stockage de papiers et cartons à l'extérieur du hangar. L'inspection des installations classées constate que les boîtes d'emballage à œufs qui étaient entreposés à même le sol lors de la dernière inspection ont été évacués. Bien que la hauteur de stockage des ballots de papiers et de cartons n'excède pas 3 mètres, ces derniers sont stockés à même le sol et à l'extérieur du hangar prévu à cet effet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Entreposage des pneumatiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/10/2009, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des pneumatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure• date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2023
Prescription contrôlée : <p>[...] La quantité totale de pneumatiques usagés stockés sur le site est limitée à 30 m³. Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie.</p> <p>Le dépôt est situé à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment [...].</p>
Constats : Le volume de pneumatiques stockés est supérieur au seuil maximal de 30 m ³ .
Observations : Constat du 07/11/2022 : Le volume de stockage des pneumatiques est supérieur au seuil maximal de l'arrêté préfectoral complémentaire.
<p>L'exploitant indique que les pneumatiques ont été partiellement évacués et il présente les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- bon de collecte de la SARL SBVPU du 20/09/2022 : 17 tonnes de pneus poids lourds- bon de collecte n°20541 de la SARL Pneus Lelièvre du 19/01/2023 : 5,1 tonnes de pneus VHU- bon de collecte n°20952 de la SARL Pneus Lelièvre du 01/02/2023 : 5,3 tonnes de pneus VHU <p>L'inspection des installations classées estime, qu'au jour de la visite, le volume de stockage de pneumatiques encore présent au sein de l'installation est d'environ 100 m³ réparti dans 6 bennes de 10 m³ chacune (soit 60 m³) et dans la moitié d'un semi-remorque (40 m³).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 5												
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux 2022												
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites												
Prescription contrôlée : <p>[...] Les traitements réalisés conformément au point 10° du cahier des charges annexé au présent arrêté doivent assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel respecte les critères de qualité suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;- Température < 30 °C ;- Matières en suspension totales inférieures à 35 mg/l /j ;- DCO inférieure à 125 mg/l ;- DBO5 inférieure à 30 mg/l ;- Chrome hexavalent inférieur à 0,1 mg/l ;- Plomb inférieur à 0,5 mg/l ;- Hydrocarbures totaux inférieurs à 5 mg/l ;- Métaux totaux inférieurs à 15 mg/l. <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al [...].</p>												
Constats : Dépassement des valeurs limites d'émission pour les paramètres MES et HCT.												
Observations : Constat du 07/11/2022 : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport d'analyse des rejets aqueux pour l'année 2022.												
L'inspection des installations classées constate que d'après le rapport d'analyse du laboratoire Agrolab n°1212797 du 08/12/2022, les valeurs de rejet des eaux résiduaires ne sont pas respectées pour les paramètres suivants :												
<table><tr><td>Paramètres</td><td>Unité</td><td>Echantillon n°635537</td><td>Echantillon n°635538</td></tr><tr><td>Matières en suspension</td><td>mg/l</td><td>95</td><td>88</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>mg/l</td><td>8,23</td><td>7,9</td></tr></table>	Paramètres	Unité	Echantillon n°635537	Echantillon n°635538	Matières en suspension	mg/l	95	88	Hydrocarbures totaux	mg/l	8,23	7,9
Paramètres	Unité	Echantillon n°635537	Echantillon n°635538									
Matières en suspension	mg/l	95	88									
Hydrocarbures totaux	mg/l	8,23	7,9									
Type de suites proposées : Susceptible de suites												
Proposition de suites : Sans objet												